

*DIVISION ACHATS  
BUREAU SERVICE ET MAINTENANCE DES STRUCTURES MEDICALES*

# **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

**MARCHE A PRODEDURE ADAPTEE**  
(Art. R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique)

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**N°DAF\_2025\_000432/PFAF-S/ACHATS/SMSM du 10/03/2025**

Relatif à

**« La prestation de travaux d'entretien locatifs, de réparation et d'aménagement au profit de l'Hôpital  
Régional d'Instruction des Armées Clermont-Tonnerre situé à Brest »**

<b>GLOSSAIRE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	5
1.2 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE.....	5
1.3 PRESENTATION DE L'HRIA CLERMONT-TONNERRE .....	5
1.4 REGLEMENTATION APPLICABLE AU MARCHÉ .....	6
1.5 PERSONNEL MIS EN PLACE PAR LE TITULAIRE .....	6
<b>ARTICLE 2 – HYGIENE ET SECURITE .....</b>	<b>7</b>
2.1 GENERALITES.....	7
2.2 PLAN DE PREVENTION .....	8
<b>ARTICLE 3 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4 – PROCEDURES DE REALISATION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>8</b>
4.1 RECONNAISSANCE DE L'EXISTANT.....	8
4.2 DEGRE DE DIFFICULTE .....	9
4.3 ELABORATION DES DEVIS .....	9
4.4 TRAVAUX URGENTS .....	10
4.5 ACCEPTATION DU DEVIS .....	10
<b>ARTICLE 5 – REALISATION DES TRAVAUX.....</b>	<b>10</b>
5.1 PROTECTION DES ABORDS ET OUVRAGES EXISTANTS.....	11
5.1.1 Généralités .....	11
5.1.2 Protection des ouvrages des autres corps d'état.....	11
5.1.3 Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages .....	11
5.1.4 Travaux de dépose et de démolition.....	12
5.1.5 Travaux réalisés en immeuble occupé, continuité de service .....	12
5.2 LOCAUX ET ENERGIE .....	13
5.3 NUISANCES .....	13
5.4 FOURNITURES ET MATERIAUX ET EQUIPEMENTS.....	14
5.4.1 Echafaudage, ensemble de levage .....	14
5.4.2 Fournitures et matériaux .....	14
5.4.3 Stockage de matériaux sur les planchers existants.....	15
5.5 AUTORISATIONS PARTICULIERES PREALABLES .....	15
5.5.1 Protection incendie et permis de feu .....	15
5.5.2 Disposition particulière concernant l'alimentation électrique .....	15
5.5.3 Maintien en état des réseaux.....	15
5.6 PERCEMENTS, SCELLEMENTS, REBOUCHAGE, RACCORDS, TRANCHEES, SAIGNEES, ETC.....	16
5.6.1 Scelllements.....	16
5.6.2 Rebouchage.....	16
5.6.3 Fourreaux.....	16
5.6.4 Raccords .....	16
5.6.5 Respect des isollements.....	16
5.6.6 Plafonds .....	17
5.7 OBSERVATIONS RELEVÉES PENDANT LA REALISATION DES TRAVAUX.....	17
<b>ARTICLE 6 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET NETTOYAGES.....</b>	<b>17</b>
6.1 NETTOYAGE DU CHANTIER.....	17
6.2 TRAITEMENT DES DECHETS ET REDUCTION DES NUISANCES ENVIRONNEMENTALES.....	17
6.3 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER .....	18
6.3.1 Stockage provisoire .....	18
6.3.2 Traçabilité.....	18
6.3.3 Filières d'élimination et de traitement des déchets de chantier .....	19
6.3.4 Réduction des déchets à la source.....	19
6.4 NUISANCES ENVIRONNEMENTALES.....	20
6.4.1 Impact sur l'eau et le sol .....	20
6.4.2 Impact sur l'air.....	20
6.4.3 Impact sonore .....	20
6.5 TRACKDECHETS .....	20
6.6 DEMAT@MIANTE .....	20
6.7 CONTROLES .....	20
<b>ARTICLE 7 – DELAIS ET HORAIRES D'INTERVENTIONS .....</b>	<b>21</b>

7.1	RESPECT DES DELAIS.....	21
7.2	TRANCHES ET PHASES D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	21
7.3	HORAIRES D'INTERVENTIONS.....	21
7.4	TRAVAUX PROGRAMMES HORS HEURES OUVREES .....	21
<b>ARTICLE 8 – SUIVI DES TRAVAUX.....</b>		<b>21</b>
8.1	SUIVI DU CHANTIER PAR LE TITULAIRE .....	21
8.2	SUIVI DU CHANTIER PAR LE CHEF DU SIH .....	21
<b>ARTICLE 9 – RECEPTION DES TRAVAUX .....</b>		<b>22</b>
<b>ARTICLE 10 – GARANTIE .....</b>		<b>23</b>
10.1	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT .....	23
10.2	GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT .....	23
10.3	GARANTIES PARTICULIERES .....	23
10.3.1	Garantie particulière des systèmes d'imperméabilisation et d'étanchéité .....	23
10.3.2	Garantie particulière des revêtements plastiques épais pour façades .....	23
10.3.3	Garantie particulière concernant le bardage.....	23
10.3.4	Garantie particulière du système de protection des structures métalliques et serrureries.....	23
10.3.5	Garantie particulière de pièces en matériau de type nouveau .....	23
10.3.6	Garantie particulière des peintures sur maçonneries, enduit .....	23
10.3.7	Garantie particulière concernant les voies de circulation, aires de stationnement, aires de raccordement.....	24
<b>ARTICLE 11 – PERFORMANCES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE .....</b>		<b>24</b>

## **GLOSSAIRE**

<b>HRIA :</b>	<b>H</b> ôpital <b>R</b> égional d' <b>I</b> nstruction des <b>A</b> rmées
<b>ERP :</b>	<b>E</b> tablissement <b>R</b> ecevant du <b>P</b> ublic
<b>DTU :</b>	<b>D</b> ocuments <b>T</b> echniques <b>U</b> nifiés
<b>NF/EN :</b>	<b>N</b> omes <b>F</b> rançaises/ <b>N</b> ormes <b>E</b> uropéennes
<b>CSTB :</b>	<b>C</b> entre <b>S</b> cientifique et <b>T</b> echnique du <b>B</b> âtiment
<b>BPU :</b>	<b>B</b> ordereau des <b>P</b> rix <b>U</b> nitaires
<b>SSPI :</b>	<b>S</b> alle de <b>S</b> urveillance <b>P</b> ost <b>I</b> nterventionnelle
<b>SIH :</b>	<b>S</b> ervice d' <b>I</b> ngénierie <b>H</b> ospitalière
<b>EOH :</b>	<b>E</b> quipe <b>O</b> opérationnelle d' <b>H</b> ygiène
<b>ISO :</b>	<b>I</b> nternational <b>O</b> rganization for <b>S</b> tandardization ( <b>O</b> rganisation <b>I</b> nternationale de <b>N</b> ormalisation)
<b>ATEX :</b>	<b>A</b> ppréciation <b>T</b> echnique d' <b>E</b> xpérimentation
<b>REEF :</b>	<b>R</b> ecueil des éléments utiles à l' <b>E</b> tatblissement et à l' <b>E</b> xécution des projets et marchés de bâtiment en <b>F</b> rance

## **ARTICLE 1 – INTRODUCTION**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent accord cadre à bons de commande a pour objet l'exécution de travaux d'entretien locatifs, de réparations et d'aménagements au profit de l'Hôpital Régional d'Instruction des Armées Clermont-Tonnerre, situé à BREST.

### **1.2 Périmètre géographique**

Les prestations prévues au titre du présent marché concernent l'ensemble des bâtiments et équipements de l'HRIA Clermont-Tonnerre, y compris les bâtiments et équipements acquis, construits ou réhabilités après la notification du présent marché.

### **1.3 Présentation de l'HRIA Clermont-Tonnerre**

L'HRIA Clermont-Tonnerre est un hôpital militaire du Ministère des Armées situé au 1 rue du Colonel Fonferrier 29200 BREST

Il s'agit d'un établissement recevant du public composé de plusieurs bâtiments pour un effectif de 566 personnes et 140 lits et places.

Il accueille sur son site des patients militaires et civils.

Ce groupement d'établissements est constitué des bâtiments suivants :

N° Bâtiment	Fonction	Surface Utile (m2)	Observations
0005	Chapelle	224	ERP type V– 5° Catégorie
0006	Morgue	166	ERP type L– 5° Catégorie
0007	Bunker Kiné	885	ERP type PU–5° Catégorie
0008	Ateliers Garages	1436	
0009	Prévention	150	
0011	Magasin Pharmacie de détail	863	
0013	Polyclinique chirurgicale	3186	ERP type U – 3°Catégorie
0014	Laboratoire	1844	
0016	Bloc alimentaire restauration	973	
0018	Bunker magasin	240	
0019	Polyclinique médicale	7632	ERP type U – 3°Catégorie
0020	Pavillon Laennec chirurgie spéciale	2248	ERP type U – 3°Catégorie
0023	Bâtiment administration	2116	RdC ERP type W– 5° Catégorie
0024	Poste de gade	38	
0026	Casernement SEITA	972	Hébergement
0027	Bloc opératoire	1963	ERP type U – 3°Catégorie
0028	Bâtiment énergie	168	
0034	Chaufferie principale	113	
0036	Local déchets	36	
0037	Local entretien	56	
0038	Guérite	4	
0046	CITERA	188	

Rappel :

- type T : salle d'exposition ;
- type U : établissement de soins ;
- type V : établissement de culte ;
- type W : administrations, bureaux.
- type PU : petit établissement de soins
- type L : salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiples.

#### **1.4 Règlements applicables au marché**

L'HRIA Clermont-Tonnerre étant un ERP, les travaux devront être réalisés conformément aux normes et à la réglementation en vigueur.

L'ensemble des prestations, ainsi les personnels du titulaire, doivent respecter les prescriptions, décrets, arrêtés, règlements, normes, DTU, règles de l'art en vigueur au premier jour du mois d'exécution des travaux.

Les normes et textes officiels applicables à l'ensemble des lots sont les suivants :

- le code de la construction et de l'habitation ;
- le code de l'environnement ;
- le code du travail ;
- le règlement de sécurité incendie ;
- la nouvelle réglementation acoustique ;
- la réglementation thermique (2012 ET 2018) ;
- la réglementation accessibilité ;
- les normes françaises et européennes homologuées ;
- les cahiers des charges des DTU et de leurs additifs publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- les règles professionnelles techniques éditées par la fédération nationale du bâtiment ;
- les règles sanitaires ;
- directives européennes 2044/42/CE, 2010/79/UE et arrêté du 27 février 2012 fixant les valeurs maximales de composés organiques volatils à ne pas dépasser.

Cette liste est donnée à titre indicatif, elle est non exhaustive.

Les sociétés intervenant dans le présent marché doivent également disposer des qualifications QUALIBAT (technicité confirmé, supérieure ou équivalente) par corps de métiers concerné.

Le titulaire devra appliquer tout texte à paraître afférent au domaine traité par le présent marché pendant la durée d'exécution du marché.

Le non-respect de la réglementation entraînera l'application des pénalités prévues.

#### **1.5 Personnel mis en place par le titulaire**

Pour l'exécution des travaux, le titulaire affecte les moyens en personnels nécessaires, dont il présente un organigramme, mis à jour, au même titre que « contrôle primaire » (valable 3 ans).

Le titulaire s'engage à intervenir avec du personnel de compétences parfaitement adaptées aux objets du présent marché.

L'HRIA Clermont-Tonnerre se réserve le droit de vérifier la compétence, la qualification et autres renseignements utiles du personnel mis en place par le titulaire.

En cas de non-respect, le titulaire devra mettre en place des personnels disposant des qualifications adéquates.

Le non-respect des qualifications et habilitations professionnelles nécessaires à l'exécution des prestations entraînera :

- **dans le cas général** : après mise en demeure de mise en conformité des qualifications requises, une pénalité forfaitaire par constatation ;
- **dans les cas d'urgence et sans attendre la mise en demeure de mise en conformité aux qualifications requises** : l'exclusion des personnels et l'application de pénalités forfaitaires.

**Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, hygiène d'intervention, risque de maladies nosocomiales tant générales que particulières.**

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail ainsi qu'aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant dans les bâtiments (interdiction d'introduire toute boisson alcoolisée, ...).

Le titulaire garantit l'HRIA Clermont-Tonnerre contre tous les préjudices engendrés par la mise en place de son personnel. En cas de faute grave notamment ou pour toute raison que ce soit, l'HRIA Clermont-Tonnerre peut exiger le remplacement sur le champ de toute personne sur le site.

Le personnel intervenant sera soumis, avant toutes interventions, à un accord de l'ingénieur hospitalier ou de son représentant.

Il est demandé que le chef d'équipe comprenne et parle français afin qu'il puisse traduire les consignes et notamment les règles de sécurité.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers.

Le titulaire reste responsable de la discipline, du respect des consignes de l'administration et de la bonne tenue de son personnel.

Les agents en activité sur le site, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

**Le personnel du titulaire est soumis à un devoir de réserve et ne devra en aucun cas (sauf accord écrit) divulguer à l'extérieur quelque information que ce soit concernant les informations auxquelles il pourrait avoir accès dans le cadre de ses interventions.**

Il sera ainsi interdit au personnel du titulaire (cette liste n'est pas exhaustive) :

- de prendre ses repas en dehors des zones de vie ;
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail ;
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- de manquer de respect envers les usagers de l'HIA.

Le non-respect des mesures indiquées ci-dessus entraînera l'application des pénalités prévues.

## **ARTICLE 2 – HYGIENE ET SECURITE**

### **2.1 Généralités**

Les personnels de l'entreprise amenés à travailler à l'hôpital d'Instruction des Armées Clermont-Tonnerre, sont soumis aux règles d'hygiène, sécurité et conditions de travail en vigueur dans l'établissement. Les dispositions de l'article 31.4 du C.C.A.G. travaux, relatives aux mesures de sécurité et hygiène du chantier, sont applicables au présent marché.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la Défense par une entreprise extérieure telles qu'elles figurent dans l'instruction ministérielle N° 300611/DEF/ DFP/PER/5 du 16/03/1998 et s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer.

Préalablement à la première prestation au titre du présent marché, le titulaire prendra connaissance des dispositions prises, en matière de circulation, de stationnement et des mesures adoptées concernant la sécurité à l'occasion des opérations de chargement et de déchargement dans l'établissement, conformément à l'article 237 du Code du travail.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du Travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application desdites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Chaque titulaire doit installer, à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles, nécessaires tant pour satisfaire aux règlements de police, que pour protéger les ouvrages existants et les personnes de tout risque soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments. Des règles d'hygiène hospitalière seront également mises en place afin de préserver un environnement sain pour le patient.

Le titulaire s'engage à aviser immédiatement le Gestionnaire de l'hôpital, après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisée, qui serait commis à l'occasion de l'exécution du marché.

La non observation de cette dernière prescription entraînerait des poursuites, en application des articles 434.1 et 434.2 du code pénal. D'autre part, si à la suite d'un acte de sabotage ou de malveillance caractérisée, le Gestionnaire de l'hôpital estimait que des mesures de sécurité, visant notamment les personnels, devaient être prises, le titulaire s'engagerait à les appliquer sans délai.

## **2.2 Plan de prévention**

Le titulaire de chaque lot établit, au minimum une fois par an, avec le représentant de l'administration, un plan de prévention qui est remis aux organismes d'hygiène et de sécurité. Il indique de façon précise et détaillée :

- les mesures prévues, pour intégrer la sécurité, à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins (isolement de la zone travaux) ;
- les mesures prévues pour les premiers soins aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Pour chaque commande, un plan de prévention sera établi et une fiche de prévention de risques sera fournie, avec la mise en œuvre des solutions techniques, pour répondre aux contraintes.

Le plan de prévention est tenu à jour par le titulaire de chaque lot, qui doit signaler toutes modifications au pouvoir adjudicateur.

Cet échange d'information fera l'objet d'un procès-verbal qui sera établi dans les 30 jours suivant la notification du présent marché.

## **ARTICLE 3 – DECOMPOSITION DU MARCHE**

Le présent marché de travaux d'entretien locatif se décompose de la manière suivante en 5 lots de secteurs d'activité distincts :

- **Lot n°1 « Aménagements extérieurs, petits réseaux »** : Travaux d'aménagements extérieurs et petits réseaux.
- **Lot n°2 « Maçonnerie, plâtrerie, cloisons sèches, menuiseries intérieures et d'agencement »** : Travaux de maçonnerie, plâtrerie, cloisons sèches, menuiseries intérieures et extérieures ;
- **Lot n°3 « Peintures et vitrerie »** : Travaux de peinture et vitrerie.
- **Lot n°4 « Revêtements de sols, carrelages et faïences »** : Travaux de pose de revêtements de sol, carrelages et faïences.
- **Lot n°5 « Faux plafonds, stores et occultations »** : Travaux de pose de faux plafonds, stores et occultations.

Les opérations devront être réalisées conformément aux annexes financières jointes à l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 4 – PROCEDURES DE REALISATION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Reconnaissance de l'existant**

Le titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement à toute opération de travaux. Il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements et/ou bâtiments concernés, de leurs abords, de leur environnement, de leurs conditions d'accès, du mode de fonctionnement (horaires normaux, dérogations, accès aux zones sensibles...), des conditions d'approvisionnement, de stockage, d'évacuation et d'alimentation.

Cette reconnaissance portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- avoir pris connaissance des contraintes de fonctionnement des installations ;
- avoir pris connaissance des existants et plus particulièrement de tous les éléments ayant trait directement ou indirectement aux travaux de leur lot dont notamment :
  - o l'état général des existants et leur degré de conservation ;
  - o l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
  - o la nature des matériaux constituant les existants ;
  - o l'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique, ou au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
  - o les principes constructifs des existants, et plus particulièrement les structures porteuses ;
  - o la nature et la constitution des planchers et leur flexibilité ;
  - o l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité, et les installations de chauffage, le cas échéant ; et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent marché et sur leur coût.



- avoir identifié les solutions de contournement, de dévoiement et de confinement au cours de la préparation de chantier ;
- avoir la maîtrise des règles de l'art ;
- avoir effectué les relevés nécessaires lui permettant de réaliser les études nécessaires à la réalisation des travaux ;
- avoir pris en compte les difficultés de circulation, de passage concernant l'approvisionnement et la manutention de matériels ou matériaux ;
- avoir identifié les plages horaires d'intervention ainsi que les plages horaires d'indisponibilité de certains équipements.

Les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des travaux à réaliser.

En aucun cas, le titulaire pourra invoquer, après notification du bon de commande, des omissions, des erreurs, des contradictions ou une mauvaise interprétation pour se soustraire, ou se limiter dans l'exécution des travaux.

## **4.2 Degré de difficulté**

L'établissement possède des spécificités impliquant pour le titulaire l'obligation de prendre des précautions particulières concernant l'hygiène ou la sécurité au profit de son personnel, du personnel de l'établissement et des patients.

Cette obligation est génératrice de délais supplémentaires qu'il convient de prendre en compte au niveau du prix. Elle est intégrée au marché sous la forme d'un indice de difficulté matérialisé par une lettre.

Les degrés de difficulté définis sont les suivants :

- **A** : locaux libres de toute occupation, remis vides de tout mobilier au titulaire pour l'exécution de ses travaux et ne nécessitant aucune précaution particulière ;
- **B** : locaux occupés par le personnel durant les travaux et où le mobilier reste en place. Le titulaire devra prendre en compte la protection des meubles, des sols, des matériels, ainsi que leurs déplacements éventuellement nécessaires ;
- **C** : locaux sensibles sans précaution spécifique : locaux occupés par les malades ainsi que les abords immédiats. Le titulaire aura pour obligation d'appliquer les consignes d'hygiène, de sécurité, d'acoustique et d'horaires spécifiées par l'établissement ;
- **D** : locaux sensibles avec précautions spécifiques obligatoires : locaux pour lesquels les normes d'hygiène sont strictes et imposent des procédures d'accès et une tenue particulière. Il s'agit des blocs opératoires, des salles de soins, de la salle de surveillance post-interventionnelle (SSPI), de l'endoscopie, du service de réanimation, de la cardiologie, du service des urgences et de stérilisation centralisée, de la pharmacie, des laboratoires, du dépositaire et de la restauration. L'accès et les travaux s'effectuent conformément aux directives de l'établissement.

A l'occasion de l'établissement des devis, le montant total HT devra être multiplié par le coefficient correspondant au degré de difficulté défini conjointement avec le Service d'Ingénierie Hospitalière.

## **4.3 Elaboration des devis**

Le chef de site, ou son représentant, évalue les besoins en prestations prévues au titre du marché pour lesquels il est obligatoire de recourir au titulaire.

Il sera demandé au titulaire d'établir un devis détaillé pour chaque opération envisagée.

La définition précise des travaux demandés sera effectuée sur les lieux par le responsable infrastructure, en présence du représentant du titulaire convoqué à cet effet. Les métrages correspondants, nécessaires à l'établissement du devis, seront réalisés au cours de cette réunion.

Le degré de difficulté sera également fixé à cette occasion.

Les choix éventuels des teintes seront effectués suffisamment tôt pour permettre l'approvisionnement des matériaux.

Dans le cadre de travaux nécessitant l'établissement d'un devis complexe, afin d'assister le chef de site ou son représentant dans ses choix, l'entrepreneur concerné devra fournir les échantillons demandés. Ceux-ci seront restitués au titulaire après la réception des travaux.

Le titulaire devra :

- effectuer la visite du chantier dans les 5 jours ouvrés suivant la demande de devis ;
- rendre son devis sous 10 jours ouvrés à compter de la date de visite du site ;
- après la remise du devis à 10 jours, rendre un nouveau devis sous 5 jours ouvrés suite à des observations du SIH.

Le non-respect de ce délai, entraînera l'application des pénalités prévues.

Le devis remis par le titulaire devra obligatoirement reprendre avec précision les références et termes mentionnés aux bordereaux des prestations unitaires du marché/lot concerné.

Le titulaire devra faire figurer, à minima, pour chaque prestation :

- la référence du présent marché ;
- le lot concerné ;
- la localisation précise des pièces concernées par les travaux ;
- la référence de la prestation ainsi que sa désignation ou intitulé prévue à l'annexe financière de l'acte d'engagement ;
- l'unité d'œuvre inscrite aux bordereaux de prestations unitaires (exemple m<sup>2</sup>) ;
- le nombre d'unités d'œuvre arrêté au cours de la réunion préparatoire ;
- le degré de difficulté ;
- le prix forfaitaire ou unitaire hors taxe prévu dans l'annexe financière n°1 de l'acte d'engagement ;
- les délais de réalisation à prévoir pour l'ensemble de la prestation demandée ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant toutes taxes comprises ;
- les fiches produits pour validation du chef de site ou son représentant.

**Dans le cas de mise en œuvre de produit hors BPU, un devis détaillé devra être fourni avec le prix fournisseur, ainsi que le taux de marge sur lequel l'entrepreneur se sera engagé ans le BPU du lot concerné, accompagné du justificatif d'achat.**

En outre, le cas échéant, à la demande du responsable infrastructure (notamment dans le cadre du remplacement de paillasse, de création de cloisons, de modification d'un réseau d'eau), un plan détaillé devra être joint au devis, ainsi qu'une version informatique au format DWG (Autocad ou équivalent).

#### **4.4 Travaux urgents**

En cas de travaux urgents (dégorgements d'égouts, d'un chéneau, fuites d'eau, étalement de sécurité, ...), ces derniers doivent être entrepris dès l'ordre d'exécuter, même téléphonique, confirmé par mail, immédiatement et sans délai.

Un devis sera alors remis dans les 2 jours ouvrés et un bon de commande de régularisation sera émis dans les jours suivants le début des travaux urgents.

Le non-respect de ce délai, entraînera l'application des pénalités prévues.

#### **4.5 Acceptation du devis**

Suite à la remise d'un devis visé par le chef du SIH ou son représentant, un bon de commande sera émis. La notification du bon de commande indiquera les dates d'interventions et de réception.

Le non-respect des délais impartis entraînera l'application des pénalités prévues.

Si en cours d'exécution des travaux, des modifications ou des compléments sont demandés par l'HRIA, un nouveau devis global sera établi par le titulaire et une nouvelle commande sera réalisée. Les documents précédents seront annulés par les deux parties.

### **ARTICLE 5 – REALISATION DES TRAVAUX**

Avant toute intervention, le titulaire établira avec les services compétents :

- la fiche d'hygiène hospitalière (EOH) ;
- la fiche des consignations des fluides (Eau, électricité, fluides médicaux ...) ;
- les demandes d'autorisations d'accès ;
- le mode opératoire et les fiches techniques.

Le titulaire devra également fournir :

- les marques et types des produits utilisés ;
- les schémas d'implantation des différents matériels ;
- un dossier technique avec plans d'exécution et prescriptions ;
- les avis techniques des différents systèmes, matériels et matériaux mis en œuvre ;
- le planning des travaux.

A la suite, conformément à l'article 2.2 du présent CCTP, il sera établi un plan de prévention. Le titulaire signera les fiches afin de valider les prescriptions définies par les différents services de l'HRIA Clermont-Tonnerre.

Le non-respect d'établissement des documents ci-dessous entraînera l'application des pénalités prévues.

### **5.1 Protection des abords et ouvrages existants**

#### **5.1.1 Généralités**

Lors de toute exécution de travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre, le cas échéant ;
- les escaliers et mains courantes et plus particulièrement ceux en bois, ainsi que ceux avec revêtements textiles et moquette ;
- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- les appareils sanitaires et robinetteries.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Les revêtements devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement et la sortie des gravois.

Devront également être efficacement protégés les mobiliers, les appareils et les équipements.

**Lors des travaux de démolition ou autres dégageant de la poussière (percements, grattage de revêtements muraux ou sols, ponçage, travail du bois, etc...), l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière, par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, dalles collantes, tapis collant aux entrées des zones d'accès aux travaux etc.... voire par l'emploi d'extracteurs d'air, boucher les réseaux de ventilations.**

**Les menuiseries extérieures seront obturées par des bâches scotchées.**

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux. L'enlèvement des gravois devra être assuré par le titulaire.

Toutes dispositions devront être prises par le titulaire utilisateur à cet effet. Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par l'ensemble des titulaires.

Le non-respect des consignes relatives à la protection des abords et ouvrages existants entraînera l'application des pénalités prévues.

#### **5.1.2 Protection des ouvrages des autres corps d'état**

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc. qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

#### **5.1.3 Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages**

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

#### 5.1.4 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés. Les chutes d'ouvrages entiers seront évitées pour supprimer les chocs et les risques de vibrations dans le sol. Les entrepreneurs devront prendre toutes mesures nécessaires pour réduire au maximum les nuisances de voisinage.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc....

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et toutes autres conditions particulières rencontrées. Il devra néanmoins, avant intervention, avoir l'accord du chef du SIH, ou son représentant, sur la méthodologie mise en œuvre.

L'établissement aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux. Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Le titulaire se charge de l'évacuation des équipements remplacés non conservés ou hors d'usage. Elle doit pouvoir garantir à tout moment à l'HRHA que ceux-ci ont été évacués conformément à la réglementation.

#### 5.1.5 Travaux réalisés en immeuble occupé, continuité de service

D'une manière générale, les travaux seront réalisés dans des sites en exploitation dont les locaux peuvent être plus ou moins encombrés.

La dépose d'objets scellés sera réalisée par l'établissement. Cependant, le déplacement ponctuel de mobilier ou matériel nécessaire à l'avancement des travaux, sont réalisés par le titulaire et ne donnera droit à aucune majoration.

Les prix unitaires devront tenir compte de l'occupation des locaux.

Par ailleurs, l'entrepreneur aura à prendre des dispositions particulières afin de :

- mettre en place tous les moyens de sécurité nécessaires et notamment la protection des échafaudages, balisage et signalisation des zones de travaux ;
- veiller à ne pas stocker des gravois, des outils ou des matériaux de construction dans les zones de co-activité.

Toutes dispositions devront être prises pour assurer les accès adaptés, la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

A ce titre, le titulaire aura la charge de la mise en place des protections et de balisage adaptés.

Les différents services d'un établissement contenant une zone de chantier devront pouvoir fonctionner normalement en dehors de la zone de chantier pendant la durée des travaux. Les titulaires devront prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement en accord avec le responsable de l'établissement et le chef du SIH.

Les coupures de productions de fluide ou d'électricité devront être établies et validées par le chef de site ou son représentant, lors du visa de planning de travaux remis par le responsable du lot concerné.

Dans le cadre de travaux communs lors d'un chantier avec d'autres corps de métiers, l'entreprise titulaire du lot n°1, assurera la mise en place des protections physiques efficaces (cloisonnements, sas pour les chambres...) pour éviter la propagation des poussières.

Un contrôle d'hygiène sera fait par la cadre hygiéniste (EOH) de l'établissement de santé :

- l'acheminement des matériaux et matériels se déroule en matinée ou en soirée, afin de ne pas gêner l'activité de l'hôpital ;
- l'accès personnel/matériel se fera, sauf cas exceptionnel, par les escaliers de secours, afin d'éviter au maximum, le contact avec les patients ;
- toute fixation au niveau du plafond est interdite.

En cas de dégradations des abords et ouvrages existants constatées cités dans les articles 5.1.1 à 5.1.5 du présent CCTP, les frais de remise en état seront à la charge du titulaire.

Si, en cours de chantier il est constaté des dégradations empêchant le fonctionnement normal de l'établissement, sur simple appel téléphonique complété d'un mail, l'HRIA se réserve de droit de demander au titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires au rétablissement du fonctionnement normal de l'établissement.

Le titulaire disposera d'un délai de 24 heures ouvrées pour pallier à cette situation à ses frais.

Le non-respect de ce délai de 24h entraînera l'application des pénalités prévues.

## **5.2 Locaux et énergie**

Seuls des sanitaires (WC et lavabos) pourront être mis à disposition par l'HRIA Clermont-Tonnerre sous réserve que la société entretienne dans un état de propreté correct les installations. Tout autre besoin spécifique (douches, locaux de stockage, point de restauration) est à la charge du titulaire.

Au titre des travaux prévus par le présent marché, l'administration fournit l'énergie électrique pour un usage courant soit 32A triphasé maximum et l'eau.

## **5.3 Nuisances**

Chaque titulaire devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Typologie des nuisances :

- les ouvriers et leur nombre intervenant au même moment ;
- les bruits de chantier (outillage, appareils et machines utilisés) ;
- les poussières et vapeurs générées ;
- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- les salissures des voies publiques ;
- les vibrations.

Les nuisances ressenties par les utilisateurs des locaux sont essentiellement celles définies ci-dessous :

- existants détériorés ;
- défaut de nettoyage ;
- obligation de déplacement des meubles et équipements ;
- déclenchement d'alarme incendie ;
- bruits de chantier ;
- poussières ;
- nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence ou nombre d'ouvriers irrégulier, etc...) ;
- coupures d'eau, d'électricité.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les titulaires, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment l'article R.1334-36 du code de la santé publique.

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les titulaires seront tenus à une obligation de résultat. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier, pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le chef de site ou son représentant ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires, en cas d'infractions les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions nécessaires.

## **5.4 Fournitures et matériaux et équipements**

Les fournitures nécessaires à l'exécution des travaux s'entendent amenées à pied d'œuvre.

### **5.4.1 Echafaudage, ensemble de levage**

Pour une hauteur de travaux inférieure à 4,00 m (hauteur des pieds à 2,20 m du sol), les devis comprennent implicitement tous les échafaudages ou gazelles, agrès et autres moyens nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tous autres nécessaires pour assurer la sécurité, sans incidence financière.

Pour une hauteur de travail supérieure à 4,00 m, l'échafaudage sera chiffré. Il comprendra tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans et tout accessoire nécessaire à la sécurité.

L'ensemble levage et les échafaudages devront être conformes aux normes en vigueur et avoir subi les vérifications techniques exigées par la réglementation.

### **5.4.2 Fournitures et matériaux**

Les matériaux proposés par les titulaires devront être choisis parmi les marques les plus représentatives de l'ouvrage. L'établissement se réserve le droit de refuser un matériau qui n'apporterait pas de garantie suffisante de par sa fiabilité ou son service après-vente pour le matériel technique ou de par son aspect et sa qualité pour les matériaux de finition.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels » ou « innovants », non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un avis technique ou d'un agrément technique européen ;
- être admis à la marque NF ou CE (à l'exception du matériel électrique devant obligatoirement porter la mention NF) ;
- être titulaires d'une Certification ou d'un Label ;
- avoir reçu un avis de chantier (procédure d'urgence).

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du chef du SIH, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés. A défaut de production de ces procès-verbaux, le chef du SIH pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

Les matériaux, produits et fournitures devant être mis en œuvre dans les ouvrages du marché seront toujours neufs et de première qualité suivant les indications de provenance. Ils ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans tous les cas l'entrepreneur aura la charge de faire agréer par le chef du SIH les produits et matériaux sous réserve que ces produits ou ces matériaux soient similaires et correspondent en tous points aux éléments d'entretien. En aucun cas l'entrepreneur ne pourra substituer un produit ou matériau de son choix à ceux agréés sans accord du chef du SIH.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF, EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits non traditionnels, non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF, EN ou ISO devront, selon le cas :

- soit faire l'objet d'un avis technique ou d'un agrément technique européen ;
- soit être admis à la marque NF ;
- soit faire l'objet d'un ATEx.

Les matériaux et produits étrangers sont autorisés sous réserve de répondre aux normes du REEF ou d'être équivalents aux produits français similaires et/ou d'être agréés par le chef du SIH.

L'entrepreneur étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composant préconisés par le chef du SIH, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes les justifications à l'appui.

Le matériel électrique portatif utilisé par les agents du titulaire devra répondre aux normes en vigueur. L'isolation des câbles de branchement devra être exempte de tout défaut, des tableaux de chantiers sont à mettre en place.

#### 5.4.3 Stockage de matériaux sur les planchers existants

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensables à leur avancement normal, il appartiendra au titulaire de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche, si minime soit-elle.

Le non-respect de cette prescription entraînera la prise de mesures qui s'imposent, par le chef du SIH, aux frais du titulaire responsable.

### 5.5 **Autorisations particulières préalables**

#### 5.5.1 Protection incendie et permis de feu

Il est strictement interdit d'allumer des feux à l'intérieur des locaux et généralement dans l'enceinte de l'HRIA.

Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très limitées et en accord avec le responsable incendie de l'établissement.

Le titulaire devra assurer à ses frais et sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie, comportant obligatoirement :

- un extincteur à mousse, efficace contre les feux de toutes natures ;
- une extraction d'air en cas de dégagement de fumée.

De plus, il désignera un responsable assurant, à chaque arrêt de travail, le contrôle des normes de sécurité.

Les travaux de soudage à chaud des matériaux, les travaux exigeant l'emploi d'une combustion ainsi que les travaux de meulage et ponçage, susceptibles de dégager de la chaleur et des étincelles, doivent faire l'objet de la délivrance préalable d'un permis feu signé par le responsable infrastructure et le chef de service prévention et sécurité incendie de l'HRIA.

**Le permis de feu à une validité journalière et doit être renouvelé auprès des services incendie à chaque besoin.**

Le non-respect de cette prescription conduira à l'exclusion des intervenants sans aucune contrepartie pour le titulaire, que ce soit financièrement ou de délais supplémentaires.

Le non-respect de ces consignes entraînera l'application des pénalités prévues.

#### 5.5.2 Disposition particulière concernant l'alimentation électrique

Pour toute intervention sur des supports équipés avec des installations électriques (murs ou plafonds avec prises, interrupteurs, dispositifs d'éclairage etc...), le responsable du chantier ne doit débuter le travail qu'après avoir reçu du responsable du SIH et des ateliers de l'établissement ou de son représentant une garantie de mise hors tension.

Dans ce cas particulier, le titulaire devra se conformer aux prescriptions reçues au moment de la délivrance de la garantie de mise hors tension.

#### 5.5.3 Maintien en état des réseaux

Les titulaires seront responsables du maintien en bon état des réseaux et installations de toute nature, publics ou privés, affectés par les travaux du chantier. Il devra de ce fait faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaire.

Chaque titulaire enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais.

En l'absence d'un plan des réseaux, les titulaires concernés seront tenus de prendre toutes dispositions pour connaître les réseaux encastrés et leurs tracés par toutes méthodes de leur choix.

Les entrepreneurs concernés établiront alors un plan de ces réseaux, et ils matérialiseront les différents tracés sur le terrain.

Ils prendront également les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux de toute nature. Ils devront informer immédiatement des dégradations ou accidents pouvant survenir à leurs ouvrages.

#### **5.6 Percements, scellements, rebouchage, raccords, tranchées, saignées, etc....**

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Tous les percements, trous, tranchées, saignées, rebouchage, dans les murs, cloisons, planchers, existants, nécessaires pour les travaux, seront réalisés par l'entrepreneur.

Cet entrepreneur aura également à réaliser les raccords de plâtre ou autres, selon le cas.

Ces percements, passages, trous de scellement, tranchées, saignées, devront être exécutés avec toutes les précautions requises afin de ne pas détériorer les ouvrages existants. Les percements devront être réalisés aux dimensions minimales nécessaires en fonction des diamètres des tuyaux ou fourreaux pour lesquels ils sont prévus.

##### **5.6.1 Scellements**

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin. Les cales en bois dans les scellements sont interdites.

Dans le cas de scellement dans les parois extérieures en matériaux isolants, le scellement devra, dans la mesure du possible, être réalisé avec des matériaux identiques.

Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

##### **5.6.2 Rebouchage**

Même prescriptions que pour les scellements en ce qui concerne les matériaux à employer et l'arasement.

Afin de respecter les degrés coupe-feu, les traversées des parois sont à reboucher par des matériaux ayant le même degré coupe-feu que la cloison traversée (à savoir CF 1H).

##### **5.6.3 Fourreaux**

Les fourreaux seront soit en tube acier peint, soit en PVC. Ils seront de diamètre immédiatement supérieur à celui des tuyaux pour lesquels ils sont prévus sauf au cas où, pour des raisons de dilatation, un jeu plus important doit être prévu.

Dans les locaux susceptibles d'être lavés à l'eau, le fourreau devra dépasser le niveau du sol fini de 15 mm.

Dans tous les autres cas, leur longueur devra être telle que leur extrémité affleure le nu fini de l'ouvrage dans la mesure du possible, mais en aucun cas, il ne sera toléré des fourreaux en retrait par rapport au nu fini de l'ouvrage.

Dans le cas où un isolement phonique est nécessaire entre locaux, le vide entre le fourreau et le tuyau devra être bourré avec un matériel isolant.

Dans le cas où un isolement thermique est requis entre locaux dans le cadre de la réglementation incendie, le vide entre le fourreau et le tuyau devra être bourré avec un matériel coupe-feu au degré de la paroi ou du plancher qu'il traverse.

##### **5.6.4 Raccords**

Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné. La finition des raccords devra être parfaite, leur arasement strictement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible, etc....

##### **5.6.5 Respect des isolements**

Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux, etc., les entrepreneurs devront veiller à respecter la valeur des isolements thermiques, phoniques et incendie de la paroi concernée. Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires pour maintenir la valeur d'origine des isolements de la paroi.



### 5.6.6 Plafonds

Toute fixation au niveau du plafond est interdite.

### **5.7 Observations relevées pendant la réalisation des travaux**

L'entrepreneur est tenu de :

- signaler les ouvrages abandonnés, les fuites sur branchements ;
- prévenir l'établissement ou les autorités compétentes pour toute anomalie constatée ;
- signaler à l'établissement toute corrosion sur les réseaux y compris électriques ;
- signaler à l'établissement toute incompatibilité ou non-conformité entre les travaux demandés et les installations existantes.

## **ARTICLE 6 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET NETTOYAGES**

### **6.1 Nettoyage du chantier**

En complément aux prescriptions relatives à la protection des ouvrages, il est précisé :

- le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet, les règles d'hygiène et la prévention des risques nosocomiaux seront respectées ;
- les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- en fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires selon les prescriptions de l'HRIA, dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois ;
- chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols et procéder au nettoyage fin ;
- chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et l'évacuation vers la décharge au choix du titulaire ;
- il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux ;
- seront également à la charge des titulaires, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier pour les dommages occasionnés par le déroulement du chantier ;
- Les locaux devront être restitués dans le même état de propreté qu'avant le démarrage des travaux.

Dans le cas du non-respect des prescriptions ci-dessus, le chef du SIH pourra à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois. Les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause ou, si plusieurs titulaires sont intervenues, au prorata du montant de leurs travaux respectifs.

Toute prestation rendue insuffisamment nettoyée fera l'objet d'une réserve fixant un délai de réalisation.

Le non-respect de ce délai entraînera l'application des pénalités prévues.

### **6.2 Traitement des déchets et réduction des nuisances environnementales**

Le présent document définit les prescriptions environnementales qui devront être prises en compte lors de la préparation et l'exécution des travaux réalisés dans le cadre du marché.

**L'attention du titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.**

La gestion des déchets de chantiers est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux préparatoires ou des travaux neufs, et dans ce dernier cas qu'ils soient produits sur les chantiers mêmes ou dans les locaux du titulaire. La gestion des déchets comporte :

- La réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- Les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur le cas échéant ;
- Les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ;

Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ; textes de référence :

\* article 9 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée ;

\* décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

\* décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en ce qui concerne les déchets d'emballages, dont la valorisation matière ou énergétique est obligatoire ;

- La mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (arrêté du 4 janvier 1985).
- Tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, feront l'objet d'une remise au maître d'œuvre de bordereaux de suivi de déchet à la fin de chaque chantier et avant la réception des travaux, conformément à la réglementation.
- Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.
- Le titulaire précisera sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation.
- Par ailleurs, **il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites** sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

### 6.3 Gestion des déchets de chantier

Tous les travaux prévus aux marchés comprennent :

- le ramassage, la descente ou la montée et la sortie hors de la construction, de tous les déchets, gravois, matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis ;
- sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier. Dans ce cadre, le lieu de dépôt à toute distance, les droits de décharge ou autres sont à la charge de l'entrepreneur.

Sauf avis contraire, il n'est pas prévu de bennes à déchets sur le chantier. Les titulaires devront évacuer leurs déchets au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

En répondant au marché, le titulaire s'engage à procéder au tri sélectif des matériaux de démolition ainsi qu'aux déchets de chantier (chutes, cartons, cartouches...). Si l'installation de bennes s'avère indispensable, elles devront obligatoirement être bâchées. Tous les gravois seront arrosés à l'aide d'une pulvérisation eau + eau de javel au fur et à mesure des déposes et démolitions.

L'évacuation se fera, selon les modalités définies soit par l'Ingénieur Hospitalier ou son représentant, soit par le charge de prévention :

- soit en sacs fermés, arrosés de la même façon, à l'exclusion de toutes manutentions à la brouette ou à la goulotte ;
- soit en containers ou goulotte étanche, arrosés de la même façon et déposés dans une benne bâchée.

#### 6.3.1 Stockage provisoire

Le stockage provisoire sur site de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à :

- Respecter la santé et la sécurité des travailleurs ;
- Eviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux ;
- Permettre un recyclage optimal.

#### 6.3.2 Traçabilité

Le titulaire du marché apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination finale des matériaux et de sa conformité à la réglementation. Il utilisera un bordereau de suivi des déchets qui sera intégré à la remise de chaque DOE.

Aujourd'hui, seuls trois types de déchets doivent être accompagnés obligatoirement d'un document écrit :

- Les déchets industriels spéciaux qui font l'objet d'un bordereau de suivi ;
- Les déchets amiantes dont la traçabilité est assurée par un bordereau spécifique ;
- Pour les déchets d'emballages, le titulaire doit conserver une trace écrite de leur élimination (contrat avec l'éliminateur agréé).

Pour les autres déchets et bien que cela ne soit pas obligatoire, il est de l'intérêt du titulaire et de ses sous-traitants éventuels de garder la trace écrite de l'élimination de tous leurs déchets.

### 6.3.3 Filières d'élimination et de traitement des déchets de chantier

Depuis la loi du 13 juillet 1992, de nombreuses mesures ont été mises en place : les décharges « traditionnelles » seront fermées et remplacées par des installations de stockage contrôlées. Il existe 3 classes d'installations de stockage :

- Classe 1 : pour les Déchets Industriels Spéciaux (DIS),
- Classe 2 : pour les Déchets Ménagers et Assimilés (DMA), ou Déchets Industriels Banals (DIB),
- Classe 3 : pour les déchets Inertes (I).

Les filières des déchets produits sur le chantier devront être identifiées pour chaque type de déchet par l'entreprise spécialisée. Les principales filières d'élimination des déchets sont les suivantes :

- Les Inertes :
  - o Réutilisation par l'entreprise sur le chantier,
  - o Retour à l'entreprise pour stockage et réutilisation,
  - o Recyclage.
  - o Stockage en installation de classe 3,
- Les Déchets Industriels Banals (DIB) :
  - o Centre de regroupement et de tri de Déchets Industriels Banals.
  - o Recyclage,
  - o Incinération avec valorisation énergétique,
  - o Stockage en installation de classe 2,
- Les Déchets Industriels Spéciaux (DIS) :
  - o Centre de regroupement de Déchets Industriels Spéciaux,
  - o Valorisation.
  - o Stockage en installation de classe 1,
- Les emballages :
  - o Consignation - Reprise,
  - o Centre de regroupement et de tri de Déchets Industriels Banals,
  - o Centre de regroupement de Déchets Industriels Spéciaux,
  - o Retour à l'entreprise pour stockage,
  - o Recyclage externe,
  - o Incinération avec valorisation énergétique,
  - o Stockage en installation de classe 2.

### 6.3.4 Réduction des déchets à la source

Le principe de réduction des déchets à la source consiste à produire moins pour gérer moins et donc de limiter la production de déchets.

Dans le cadre du présent accord cadre, il est demandé aux entreprises de :

- Minimiser, le plus souvent possible, la production de déchets toxiques par le choix de techniques et de matériaux adéquats ;
- Utiliser autant que possible des matériaux durables et nécessitant peu d'entretien ou des techniques et produits peu générateurs de déchets ;
- Réutiliser les matériaux en l'état chaque fois que cela est possible ;
- Calculer au plus juste le calepinage dans le but de diminuer les déchets produits, notamment pour les travaux de plafonds suspendus ;
- Prévoir le plus tôt possible toutes les réservations nécessaires à la réalisation des travaux pour éviter la production de déchets supplémentaires.

Il est nécessaire d'avoir une réflexion commune entre les fabricants des produits et matériaux et l'entreprise titulaire du chantier afin de minimiser les quantités d'emballages, notamment ceux non réutilisables et difficiles à valoriser, tout en prenant compte les contraintes liées à la manutention et à l'organisation sur le chantier. Les critères de choix des fournisseurs devront prendre en compte les éléments suivants :

- Emballages réduits,
- Emballages facilement valorisables,
- Emballages consignés.

D'autres actions pourront être mises en œuvre en fonction des commandes passées et de l'importance des travaux dans le cadre du présent marché :

- Rationaliser des livraisons ;
- Prévoir un emplacement pour stocker les emballages afin d'éviter de les souiller et de les mélanger aux autres déchets.

NB : la réduction des déchets à la source est notée dans les critères de sélection des offres pour la partie environnementale.

## 6.4 Nuisances environnementales

Le(s) cocontractant(s) de l'ESID Rennes devra s'attacher, autant que possible à :

- Utiliser des produits et matériaux éco labellisés,
- Sensibiliser et informer ses personnels aux bonnes pratiques environnementales.

### 6.4.1 Impact sur l'eau et le sol

Le(s) cocontractant(s) de l'ESID Rennes mettra en œuvre les moyens nécessaires permettant :

- De retenir les produits susceptibles de souiller ou de polluer le sol et l'eau,
- De prévenir les égouttures sur ses engins de chantier,
- De maîtriser ses consommations d'eau.

Sans être exhaustives, les actions suivantes seront prévues :

- Couverture des bennes de déchets pour prévenir les envols ou les écoulements,
- Étiquetage réglementaire des produits (cuves, fûts, bidons, pots...),
- Kits de dépollution disponibles,
- Vérification et entretien régulier des circuits hydrauliques des engins de chantier.

### 6.4.2 Impact sur l'air

L'entreprise s'assurera que ses engins et véhicules de chantier sont homologués et conformes aux législations en vigueur concernant les émissions atmosphériques.

Les moteurs thermiques seront coupés en cas d'inaction prolongée ; les consommations énergétiques seront maîtrisées et réduites à leur stricte nécessité ; les matériaux, produits et matériels seront de préférence achetés localement et les déchets acheminés dans des centres locaux de traitement adapté.

### 6.4.3 Impact sonore

Les émissions sonores générées par le chantier seront réduites autant que possible et, en tout état de cause, elles resteront inférieures aux valeurs réglementaires (cf. arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur).

Les engins et appareils fixes devront être insonorisés. Chaque entreprise doit le respect de ces prescriptions.

## 6.5 Trackdéchets

En application des articles R. 541-43 et suivants du Code de l'environnement et de l'annexe III de la directive 2008/98/CE des déchets dangereux et de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 pour les déchets POP, le titulaire informera l'administration (ESID de Rennes) dans le cas de déchets dangereux et/ou POP. Dans ce cas, l'agent de l'ESID et le titulaire devront se conformer à la note 505656/SID/ESID-RNS/BPMRE du 30 septembre 2022 concernant le suivi dématérialisé des déchets via **la plateforme « Trackdéchets »**.

Pour les déchets D3E, l'entreprise devra collecter les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) pour le tri, le traitement sélectif et la valorisation des déchets. Les filières d'élimination de ces déchets devront respecter la directive DEEE 2012/19/UE du 4 juillet 2012 transposée par le décret n° 2014-928 du 19 août 2014.

## 6.6 Démat@miante

L'entreprise devra se référer à l'arrêté du 22 décembre 2022 pour la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation. Les entreprises devront saisir en ligne leurs plans de démolition, retrait et encapsulage (PDRE) et avenants, en vue de les transmettre en un clic à l'ensemble des destinataires mentionnés au code du travail.

## 6.7 Contrôles

L'USID pourra demander que soient strictement appliquées à son cocontractant les sanctions légales et réglementaires en cas d'atteinte avérée à l'environnement due au chantier.

La réception ne pourra être prononcée sans réserve qu'après remise des bordereaux de suivi des déchets prouvant que leur traitement final est en cours ou achevé, et ceci non seulement pour les déchets industriels spéciaux comme la réglementation l'impose (décret du 30 mai 2005 et arrêté du 29 juillet 2005), mais aussi pour les déchets industriels banals et les déchets inertes, tel qu'imposé au § 36.2 du C.C.A.G. Travaux.

## **ARTICLE 7 – DELAIS ET HORAIRES D'INTERVENTIONS**

### ***7.1 Respect des délais***

Le titulaire devra programmer ses interventions en accord avec l'Ingénieur Hospitalier de l'HRIA et notamment :

- Informer l'Ingénieur Hospitalier au moins une semaine à l'avance de la date et de l'heure de son intervention ;
- Respecter strictement les dates et horaires définis.

Il s'engage également à :

- respecter la date de début des travaux précisée dans le devis accepté par l'administration ;
- respecter le délai d'exécution précisé sur le devis, le bon de commande et dans le planning des travaux le cas échéant ;
- exécuter ses travaux en complète liaison avec les entrepreneurs des autres corps d'état, dans les délais fixés.

Le non-respect de ces prescriptions entraînera l'application de pénalités prévues.

### ***7.2 Tranches et phases d'exécution des travaux***

Pour une commande, les travaux seront exécutés en une seule phase et une seule tranche.

Cependant, dans le cadre d'une opération nécessitant l'intervention de plusieurs titulaires de lot en simultané, chaque titulaire peut être amené à avoir des périodes d'inactivité pendant la durée des travaux.

La mission d'OPC (Ordonnancement-Pilotage-Coordination) de l'opération sera assurée par un représentant de l'HRIA.

### ***7.3 Horaires d'interventions***

Les horaires de travail des titulaires sur le site de l'HRIA s'établiront dans le créneau du lundi au vendredi de 8h à 17h30.

Toutefois, les titulaires pourront être amenées à travailler hors heures ouvrées.

### ***7.4 Travaux programmés hors heures ouvrées***

Le titulaire peut être amenée à travailler exceptionnellement et impérativement à des horaires différents. Elle ne peut le faire qu'à la demande expresse de l'HRIA.

Seules les interventions qui ont lieu du lundi au vendredi, de 22h à 6h, ainsi que le samedi, dimanche et jours fériés, donnent lieu à une majoration.

Les horaires et le temps d'intervention seront établis au préalable entre le chef du SUH et le titulaire, et apparaîtront sur le bon de commande.

Le chef du SIH s'engage à prévenir le titulaire au minimum 21 jours à l'avance pour définir ces interventions programmées. A cet égard, une permanence téléphonique devra être assurée par l'entrepreneur pendant la période des congés scolaires ou jours fériés.

Le non-accomplissement d'interventions programmées en dehors des heures ouvrées entraînera l'application des pénalités prévues.

## **ARTICLE 8 – SUIVI DES TRAVAUX**

### ***8.1 Suivi du chantier par le titulaire***

Durant les travaux, le titulaire du marché assurera :

- la surveillance efficace de ses ouvriers et des travaux qu'ils exécutent ;
- la surveillance de l'exécution correcte des ouvrages réalisés ;
- la mise en application des principes de prévention.

### ***8.2 Suivi du chantier par le chef du SIH***

Dans le cas où les travaux à réaliser nécessitent l'intervention de plusieurs titulaires, le planning prévisionnel rédigé par le chef du service d'ingénierie hospitalière et intégrant l'ensemble des interventions de tous, sera transmis aux titulaires du présent marché.

Dans le cadre d'opérations nécessitant l'intervention simultanée de plusieurs corps d'état, la coordination des titulaires sera assurée par le chef du SIH.

La liaison entre les différents titulaires concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux :

- chaque entrepreneur réclamera au chef du SIH, en temps voulu, toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- chaque entrepreneur se mettra en rapport, en temps voulu, avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres titulaires intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A aucun moment sur le chantier, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant, ou ne pas fournir des renseignements, des plans ou des dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

## **ARTICLE 9 – RECEPTION DES TRAVAUX**

Après réalisation des travaux commandés conformément au devis accepté et dans les conditions prévues au présent marché, une réunion de réception contradictoire aura lieu sur place entre le responsable infrastructure et le représentant du titulaire. Les documents obligatoires (dossier d'ouvrage exécuté, fiche technique, PV justifiant la résistance au feu, le classement et les rapports du contrôleur technique structure, électricité, plans, coupes, schémas, notes de calcul) seront remis lors de cette réunion par le titulaire du lot en charge des travaux. Ces documents sont remis en 2 exemplaires.

La non-remise de la documentation associée entraînera l'application des pénalités prévues.

La personne chargée du suivi des travaux de l'HRIA Clermont-Tonnerre procède, en présence du titulaire ou de son représentant, aux opérations préalables à la réception des travaux.

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Lorsque les travaux sont conformes (travaux achevés, absence d'imperfection ou de malfaçon...) leur réception est prononcée qu'après remise des éventuels bordereaux de suivi des déchets prouvant que leur traitement final.

Le procès-verbal de réception des travaux fixe la date d'achèvement des travaux. Il est signé par le représentant de l'HRIA.

Lorsque les travaux ne sont pas conformes, un procès-verbal est dressé sur-le-champ, mentionnant les imperfections ou malfaçons ou les travaux inexécutés.

Ce procès-verbal est signé par les deux parties. Si l'entrepreneur refuse de le signer, mention en est faite.

Il est ensuite procédé comme il est dit aux articles 41.3 à 41.7 du CCAG-T (réception avec réserves ou réfaction, utiliser les formulaires EXE disponibles sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)) :

- soit la réception des travaux est assortie de réserves, à charge pour le titulaire d'exécuter les travaux non réalisés, ou de remédier aux imperfections et malfaçons, dans le délai qui lui est imparti (déterminé avec le représentant de l'HRIA) ;
- soit, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, l'HRIA renonce à ordonner la réfection des ouvrages et propose au titulaire, une réfaction sur le prix. Si l'entrepreneur accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve ; dans le cas contraire, le titulaire est tenu de réparer les imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Lorsque le responsable infrastructure de l'établissement accepte de réceptionner les travaux, un constat d'achèvement des travaux est remis au titulaire qui établit la facture.

## **ARTICLE 10 – GARANTIE**

### **10.1 Garantie de parfait achèvement**

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception ou de la vérification complète de la facture.

### **10.2 Garantie de bon fonctionnement**

Installations concernées : *les équipements installés dans le cadre du présent marché* : Les matériels remplacés par le titulaire sont soumis à une garantie de bon fonctionnement de deux (02) ans minimum contre tous vices de fabrication ou défaut tenant notamment à la sécurité des produits. Si des défauts de fonctionnement interviennent durant cette période, le titulaire est tenu d'y remédier à ses frais.

En cas de vice caché ou défaut, le R.P.A. se réserve le droit de résilier le marché, d'exiger le remplacement de la marchandise ou de faire réaliser la partie inexécutée du marché aux frais du titulaire.

A défaut de conditions de garantie précisées par le titulaire, il est rappelé que les garanties légales s'appliquent, notamment la garantie des articles 1641 et suivants du code civil.

En cas de recours à la garantie, les frais de réexpédition, ainsi que toutes les formalités et frais de douanes éventuels, sont à la charge du titulaire. La présente garantie joue sauf en cas de détériorations directement imputables à une utilisation anormale des fournitures ou à un défaut de stockage de la part de l'administration. Pour toutes prestations effectuées par le titulaire dans le cadre de son marché, les garanties des équipements concernés s'appliquent intégralement à compter de la réception des travaux. Si un défaut d'entretien caractérisé a entraîné la détérioration d'un appareil, la remise en état ou le remplacement de cet appareil est entièrement à la charge du titulaire.

### **10.3 Garanties particulières**

Les garanties particulières engagent le titulaire à effectuer ou à faire effectuer, à ses frais, sur simple demande écrite de la personne publique, toutes les réparations ou réfections nécessaires et à remplacer gratuitement toutes pièces défectueuses pour remédier aux défauts constatés.

#### **10.3.1 Garantie particulière des systèmes d'imperméabilisation et d'étanchéité**

Le titulaire garantit la bonne tenue du système d'imperméabilisation et d'étanchéité pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

#### **10.3.2 Garantie particulière des revêtements plastiques épais pour façades**

Le titulaire garantit la bonne tenue des revêtements plastiques épais pour façades pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

#### **10.3.3 Garantie particulière concernant le bardage**

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par pré laquage du bardage pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

#### **10.3.4 Garantie particulière du système de protection des structures métalliques et serrureries**

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de protection par peinture des ouvrages métalliques ci-après, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants :

- structures en acier, fer ou fonte pendant un délai de 10 an(s) et son aspect pendant un délai de 10 an(s) ;
- structures en acier ayant reçu un revêtement métallique pendant un délai de 10 an(s) et son aspect pendant un délai de 10 an(s) ;
- structures réalisées en produits grenillés et peintes de façon automatique pendant un délai de 10 an(s) ;
- métaux et alliages non ferreux : pendant un délai de 10 an(s).

#### **10.3.5 Garantie particulière de pièces en matériau de type nouveau**

Si le titulaire utilise des pièces en matériau de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un DTU, soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, le titulaire garantit la personne publique contre la mauvaise tenue du matériau, au moins pendant le délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des prestations. Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du RPA.

#### **10.3.6 Garantie particulière des peintures sur maçonneries, enduit**

Le titulaire garantit la bonne tenue du système de peinture appliqué sur les maçonneries et enduits et son aspect pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

### 10.3.7 Garantie particulière concernant les voies de circulation, aires de stationnement, aires de raccordement

Le titulaire garantit contre l'usure des voies de circulation, aires de stationnement, aires de raccordement pendant un délai de 10 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

## **ARTICLE 11 – PERFORMANCES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

Conformément aux lois n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, l'ensemble des prestations devra s'effectuer dans le respect du développement durable compte-tenu du comportement des acteurs et de l'évolution du bâtiment.

Concernant le présent marché, l'entreprise titulaire et ses sous-traitants s'engagent à prendre en compte les éléments suivants dans la prescription des solutions et produits, ainsi que dans les méthodologies d'intervention :

- l'amélioration énergétique des bâtiments objets du marché ;
- l'adaptation des transports des titulaires aux défis énergétiques et écologiques actuels ;
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à des mesures renforcées d'économie d'énergie et au développement des énergies renouvelables ;
- la maîtrise des risques, le traitement des déchets et la préservation de la santé.